

Bujumbura, le 22 septembre 2004

Objet : Propositions du groupe d'Initiative de la Société Civile pour la Paix face à l'évolution politique du pays

A Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi avec les assurances de notre plus haute considération

Ampliation à Son Excellence le Vice-Président de la République du Burundi avec les assurances de notre très haute considération

A BUJUMBURA

Excellence Monsieur le Président de la République,

Consécutivement à ses dernières actions, le Groupe d'Initiative de la Société Civile continue de suivre avec attention l'évolution de la situation socio-politique du pays. Nous voudrions encore une fois Vous faire part de nos préoccupations et Vous soumettre nos propositions.

Excellence Monsieur le Président, qu'il nous soit permis de rappeler que juste avant l'adoption du projet de constitution par une partie du Congrès, le Groupe d'Initiative Vous avait fait part de ses préoccupations face au blocage de dialogue au sommet de l'Etat et des risques de rupture qui pouvaient en découler.

Le Groupe d'Initiative s'inquiétait du fait que la marche forcée que vous avez imprimée au processus d'adoption de la Constitution à laquelle les non signataires de l'accord de Pretoria avaient opposé un boycott, exigeant des négociations préalables sur le partage du pouvoir, créait un climat malsain dans le pays et comportait un potentiel important de déstabilisation des rapports politiques et surtout de cohabitation entre les citoyens de ce pays.

Nous aurions souhaité que Vous même et le Vice-Président puissiez Vous mettre au dessus des clivages politico-ethniques, saisir l'opportunité historique que Vous avez de diriger le pays durant cette phase délicate, pour renouer avec le dialogue, lever tous les blocages survenus pour permettre aux Burundais d'avoir une constitution fédératrice des intérêts de tous et d'aller aux élections dans l'unité.

Bien pensées et bien organisées ces élections pourraient jouer un rôle déterminant en permettant aux Burundais de se réconcilier et de tourner progressivement le chapitre des confrontations cycliques.

L'adoption du projet de constitution par une partie des membres du Congrès, légale qu'elle puisse être, consacre malheureusement la division au sommet de l'Etat et aboutit à une constitution boudée et chahutée par une partie de la classe politique, quelle que soit son importance numérique. Aujourd'hui tout indique que les actions de confrontation peuvent s'accroître avec la plainte pour inconstitutionnalité brandie par les partis non signataires de l'Accord de Pretoria et la production d'un projet de constitution parallèle. Cela risque de consacrer la rupture et détériorer davantage le climat socio-politique, alors que la sérénité et l'harmonie sont des conditions indispensables pour l'organisation d'un scrutin crédible et rassurant pour tous les Burundais.

Par ailleurs, alors que les textes antérieurs de même portée en l'occurrence la charte de l'Unité et la Constitution de 1992 avaient été soumis à un large débat populaire, l'actuel projet de constitution n'a été l'œuvre que de la seule classe politique. Ce processus a prolongé la marginalisation de la population dans le débat politique – et dans les décisions qui la concernent - qui a caractérisé les négociations qui ont jalonné le processus de paix dit « interburundais ».

Excellence Monsieur le Président, Vous avez une chance historique de jouer un rôle clé dans l'œuvre de réconciliation et de retour d'une paix durable au Burundi. Le Groupe d'Initiative Vous prie de saisir cette opportunité pour relancer le dialogue qui semble être aujourd'hui en panne et également initier une large consultation populaire sur les projets de textes qui vont régir le pays.

En dépit des blocages existants, il demeure possible de trouver un terrain d'entente. Il est capital d'enclencher une démarche permettant d'éviter de créer le terreau de nouvelles frustrations et des humiliations, toutes génératrices de tensions et de conflit.

Le Groupe d'Initiative se tient à Votre disposition pour toute action permettant de restaurer un climat socio-politique propice à l'entente et la réconciliation entre Burundais et plus particulièrement pour relancer le dialogue entre les parties actuellement divisées.

Le Groupe d'Initiative de la Société civile
(voir liste en annexe)

C.P.I. à :

- Son Excellence Monsieur le Président de l'Initiative régionale
- Son Excellence le Vice-Président sud africain et Médiateur dans la crise burundaise
- Honorable Président de l'Assemblée Nationale de Transition du Burundi
- Honorable Président du Sénat de Transition du Burundi
- Madame le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi
- Monsieur le Représentant de l'Union Africaine au Burundi
- Monsieur le Délégué de l'Union Européenne au Burundi
- Monsieur l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Burundi
- Monsieur l'Ambassadeur de Belgique au Burundi
- Monsieur l'Ambassadeur de France au Burundi

Groupe d'Initiative de la société Civile pour la paix

La Conférence des Evêques catholiques du Burundi

Le Conseil National des Eglises du Burundi

La Communauté des Eglises de Pentecôte du Burundi

La Communauté Islamique du Burundi

La Ligue des droits de l'homme « ITEKA »

Le Collectif des Associations et ONGs féminines du Burundi

Le Collectif pour la promotion des Associations des Jeunes

L'Observatoire de l'Action Gouvernementale